expert, ou si les experts nommés, ne rendent pas de sentence dans trente jours, à compter du temps qu'il a dûment été donné avis aux directeurs, par la partie réclamante, ou si ni l'une ni l'autre des parties n'est satisfaite de la sentence rendue par les experts, ou si les directeurs refusent ou négligent de payer la somme adjugée par la sentence, à la partie réclamante, la partie réclamante aura droit d'action contre la compagnie, dans toute cour de juridiction compétente, et chaque partie à telle action, pourra demander et obtenir un procès par jurés ; et si le verdict prononcé par les jurés, est pour une somme plus considérable que celle offerte par les directeurs, dans leur réponse à l'avis de la partie réclamante, ou (dans le cas où il y a eu une sentence d'experts) si le verdict est donné pour une somme plus considérable, que celle adjugée par la sentence, ou s'il n'a pas été fait à la partie réclamante, une offre légale de la somme ainsi adjugée par la sentence, avant que l'action ait été intentée, le demandeur aura droit à tous les frais de poursuite, autrement tous les frais de poursuite seront accordés au défendeur. 4 Guil. 4, c. 33, s. 16.

20. Lorsque des pertes ou dommages, qu'aucun membre aura soufferts par le feu, auront été constatés, et que la compagnie sera prête à les payer, les directeurs pourront régler et arrêter les sommes à payer par les divers membres, comme leurs quotes-parts respectives de ces pertes, et en donneront avis public, en la manière qui sera prescrite par les règlements de la compagnie ; et la somme que chaque membre aura à payer, sera toujours proportionnée au montant primitif de son billet, ou de ses billets de dépôts, et sera payée au trésorier, sous trente jours après la publication de l'avis ; et si quelque membre néglige ou refuse, dans l'espace de trente jours après tel avis, de payer la somme ainsi arrêtée par les directeurs, les directeurs pourront poursuivre tel membre, pour le recouvrement du montant de son billet de dépôt, et les dépens de l'action, et le montant recouvré restera entre les mains du trésorier de la compagnie, applicable au paiement de la quote-part de toutes les pertes et dépenses, que tel membre